

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AMERIQUE LATINE
ET LES CARAIBES - CEPALC



Distr.
GENERALE

LC/G.1555 (CEG.15/4)
16 mai 1989

FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

RAPPORT DE LA QUINZIEME SESSION DU COMITE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX
DE HAUT NIVEAU (CEGAN)

(New York, 27-29 mars 1989)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
A. ORGANISATION DES TRAVAUX	1-8	1
Lieu et date de la session	1	1
Participation	2-4	1
Election du Bureau	5	1
Ordre du jour	6	2
Documentation	7	2
Adoption du rapport	8	2
B. COMPTE RENDU DES DEBATS	8-68	2
C. RESOLUTIONS	-	16

A. ORGANISATION DES TRAVAUX

Lieu et date de la session

1. La quinzième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 27 au 29 mars 1989. Le Comité d'experts, créé par la résolution 310(XIV) de la CEPALC, est composé de représentants des pays en développement membres de la Commission. Conformément au mandat qui lui a été confié par la résolution 422(XIX) de la CEPALC, ainsi qu'au calendrier des conférences de la CEPALC pour la période 1988-1990 que la Commission a approuvé par sa résolution 495(XXII), le Comité d'experts a tenu sa quinzième session immédiatement avant la vingtième session du Comité plénier (New York, 30 et 31 mars 1989).

Participation

2. Ont participé à la session des représentants des Etats ci-après, membres du Comité: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, EL Salvador, Equateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

3. Etaient également représentés à la session les Etats associés ci-après: Antilles néerlandaises et îles Vierges américaines.

4. Etait également présent à la réunion, en qualité d'observateur, un représentant du Système économique latino-américain (SELA).

Election du Bureau

5. Conformément à la pratique établie pour les sessions du Comité d'experts qui se tiennent à New York entre les sessions de la Commission, c'est le Bureau de la session précédente qui a été réélu, à savoir:

Président:	M. Paulo Nogueira-Batista (Brésil)
Première Vice-Présidente:	Mme Marjorie Thorpe (Trinité-et-Tobago)
Deuxième Vice-Président:	M. José Sivila de la Torre (Cuba)
Troisième Vice-Président:	M. Pedro Daza (Chili)
Rapporteur:	Mme Ingrid Herrmann (Costa Rica)

Ordre du jour

6. Le Comité d'experts a approuvé l'ordre du jour ci-après:

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire
3. Evolution des économies de la région depuis la vingt-deuxième session de la CEPALC:*/ principaux faits nouveaux
4. Préparation de la nouvelle Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement
5. Questions diverses
6. Adoption du rapport final.

Documentation

7. Le Secrétariat a présenté au Comité d'experts les documents de travail intitulés "Tendances récentes de l'évolution économiques en Amérique latine et dans les Caraïbes" (LC/L.492(CEG.15/3) et Corr.1) et "Préparation d'une troisième stratégie internationale du développement. Note du Secrétariat" (LC/L.494(PLEN.20/4)).

Adoption du rapport

8. Comme il est d'usage, le projet de rapport de la session a été présenté et approuvé.

B. COMPTE RENDU DES DEBATS

9. Le Président, M. Paulo Nogueira-Batista, a ouvert la réunion en déclarant qu'à sa dernière session, le Comité d'experts avait pu constater une fois de plus que la région devait faire face à d'importants problèmes financiers et économiques, et que le rapport présenté par le Secrétariat faisait apparaître que la situation s'était encore détériorée.

10. Il a souligné le rapport qui existait entre les deux questions de fond inscrites à l'ordre du jour approuvé pour la présente session et a proposé qu'elles soient examinées conjointement. Il a rappelé que lorsque le Comité d'experts avait été créé en 1971, il s'était agi précisément de créer une instance chargée d'analyser les divers aspects de la Stratégie internationale du développement et que l'objet de la présente réunion correspondait au mandat défini à l'époque. Il a estimé qu'il serait difficile qu'à cette session le Comité puisse rédiger et approuver un document exposant la position de la région sur la question et que le Secrétariat pourrait, sur la base des travaux de la présente session, établir un document qui pourrait être examiné par le Comité d'experts à une réunion qui se tiendrait avant celle du Comité spécial plénier chargé de préparer la nouvelle Stratégie

*/ Rio de Janeiro (Brésil), 20-27 avril 1988.

internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.

11. Quant à la préparation de la Stratégie, il a souligné en particulier la nécessité d'élaborer une méthode appropriée pour déterminer les objectifs en ce qui concerne le transfert des ressources nécessaires pour le développement. Il a indiqué que pour la stratégie antérieure, les objectifs avaient été déterminés exclusivement sur la base des ressources transférées aux pays en développement à titre d'aide publique au développement, de prêts ou d'investissements. Pour la nouvelle Stratégie il faudrait, à son avis, tenir compte des ressources que les pays développés recevaient sous la forme de redevances au titre de brevets, de recettes, de dividendes et de bénéfices rapatriés, ainsi que d'intérêts, de commissions et autres éléments du service de la dette.

12. Dans la première partie de son exposé, le Secrétariat a brièvement fait le point de la situation économique actuelle de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il a indiqué que 1988 avait marqué le prolongement de la crise économique amorcée au début des années 80. Pour la première fois depuis 1983, le produit intérieur brut par habitant avait baissé (de 1.5 p.100). La détérioration du niveau de vie dans la région était un phénomène quasi général dans la mesure où il touchait la grande majorité des pays, et en particulier les couches de la population les moins à même de se défendre. Partant, l'extrême pauvreté et la marginalisation étaient des problèmes de plus en plus pressants pour tous les pays.

13. En matière de politique économique, les pays avaient dû accorder la priorité absolue à la lutte contre l'inflation, ce qui n'avait fait qu'aggraver la récession. En revanche, la plupart des pays avaient enregistré une augmentation de la valeur de leurs exportations par suite de l'effet combiné de l'augmentation du volume des ventes à l'extérieur et, dans le cas des pays non exportateurs de pétrole, du relèvement des prix. Néanmoins, et contrairement à ce que l'on pouvait espérer, cette évolution ne s'était pas traduite par une augmentation sensible de la capacité d'importation ni, partant, de la capacité de croissance.

14. Le Secrétariat a expliqué que les facteurs qui avaient neutralisé les effets de l'augmentation des importations étaient, d'une part, l'augmentation des paiements au titre du service de la dette extérieure et, d'autre part, la diminution des nouveaux apports de capitaux. C'est pourquoi, en 1988, la région avait de nouveau transféré, pour la septième année consécutive, des ressources financières à l'étranger, et ce, pour près de 30 milliards de dollars. Ce phénomène de transfert de ressources avait dominé le panorama économique des années 80 et, parallèlement au problème de la détérioration constante du niveau de vie de la population de la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, constituait un des principaux thèmes qu'il faudrait aborder dans la nouvelle Stratégie internationale du développement.

15. Enfin, le Secrétariat a précisé que le problème de la dette extérieure faisait partie intégrante de la situation décrite, du fait des effets que cette dette avait sur les paiements extérieurs et les finances publiques. Ainsi, le service de la dette était devenu une espèce de noeud gordien, tant pour la relance de l'activité économique dans le court terme que pour le

financement des transformations qui permettraient d'assurer la croissance à moyen et à long terme. A ce propos, le Secrétariat a indiqué qu'il fallait espérer que les diverses propositions qui avaient été formulées récemment en vue de subordonner le service de la dette à la réalisation d'objectifs minimaux en matière de développement porteraient leurs fruits.

16. En présentant le document relatif à la préparation de la nouvelle Stratégie internationale du développement, le Secrétariat a souligné qu'après une période de scepticisme à propos du rôle joué par le système multilatéral, l'Organisation des Nations Unies avait connu en 1988 d'importants succès politiques dans le domaine de la paix. La nouvelle atmosphère offrait la possibilité de transformer la nouvelle Stratégie internationale du développement en un instrument qui permettrait d'envisager à nouveau les problèmes économiques et sociaux dans une optique à long terme et de remettre à nouveau l'accent sur les impératifs du développement.

17. Dans les domaines politique, technique et institutionnel, plusieurs facteurs ont été définis, qui permettraient de combler les lacunes de la deuxième Stratégie internationale du développement. A cet égard, l'accent a été mis en particulier sur la nécessité de se concentrer sur l'impulsion qu'il convenait de donner au développement économique et social des pays en développement tout en tenant compte explicitement des intérêts des pays développés. Il faudrait donc déterminer quelles étaient les ressources indispensables et les engagements qu'il faudrait prendre, de manière que tous les pays puissent les examiner en tenant compte de leurs intérêts respectifs. Cette démarche faciliterait également l'évaluation et permettrait de préciser plus facilement les responsabilités en ce qui concerne la non réalisation des objectifs fixés. En tout état de cause, il faudrait, lors de la formulation de la Stratégie, examiner l'aptitude du système des Nations Unies à coopérer à la mise en application et à l'évaluation des propositions. Ainsi, étant donné les contraintes d'ordre politique, technique et institutionnel, il faudrait définir minutieusement les objectifs à atteindre, et leur nombre et leur nature devraient être fonction des engagements politiques et de la capacité du système.

18. Enfin, le Secrétariat a proposé, à titre indicatif, deux objectifs synthétiques adaptés aux conditions exposées plus haut. Il s'agit de l'élimination progressive des disparités entre les pays développés et les pays en développement grâce à l'inversion du transfert négatif de ressources réelles et financières et à l'amélioration de la qualité de la vie des couches majoritaires de la population, surtout en ce qui concerne la réduction ou l'élimination des situations d'extrême pauvreté. Dans chaque cas, il a été fait mention des instruments politiques, des indicateurs quantifiables et des mécanismes d'évaluation qui faciliteraient la réalisation de ces objectifs.

19. Le représentant du Pérou a estimé, comme le Secrétariat, que l'évolution récente de la situation —aussi bien économique que sociale— de la région n'était guère encourageante. A cet égard, il a souligné l'importance du problème de la dette extérieure et a fait allusion à la proposition formulée par le Ministre des finances des Etats-Unis, dite proposition Brady. Il a mentionné quelques aspects positifs de cette dernière, comme la reconnaissance de l'impossibilité d'acquitter les montants

dus actuellement au titre de la dette et la reconnaissance implicite de l'échec du plan Baker, ainsi que les effets politiques et économiques négatifs que l'endettement a eus dans les pays de la région. Il a toutefois estimé que la proposition n'était pas claire et ne précisait ni les mécanismes à mettre en oeuvre ni l'ordre de grandeur des montants en jeu et a indiqué en particulier que la proposition n'abordait pas la cause profonde du problème, à savoir les taux d'intérêt, le protectionnisme, les termes de l'échange et les autres caractéristiques de la conjoncture économique internationale.

20. Il a fait observer que la prochaine Stratégie internationale du développement différerait des stratégies antérieures principalement sur quatre points. Le premier était qu'elle devrait être élaborée dans un contexte économique et politique beaucoup plus grave. Le deuxième était que les progrès scientifiques et techniques considérables avaient tendance à creuser le fossé entre pays développés et pays en développement et à perpétuer la marginalisation de ces derniers. Le troisième était que la Stratégie actuelle n'avait pas été totalement menée à bien, sa mise en oeuvre ayant été interrompue lorsqu'avait commencé la crise de la dette extérieure dans la région; enfin, le pessimisme semblait l'emporter dans les pays en développement à propos de l'élaboration de la Stratégie, en particulier pour ce qui est de la fixation d'objectifs d'ordre quantitatif. Pour toutes ces raisons, on était en droit de s'attendre à ce que l'élaboration et la négociation de la nouvelle Stratégie suscitent beaucoup de difficultés.

21. En ce qui concerne les objectifs de la nouvelle Stratégie internationale du développement, il a signalé qu'ils seraient de caractère économique et social. Pour ce qui est des premiers, il a mentionné la nécessité d'inverser le transfert négatif de ressources tant en ce qui concerne la dette extérieure que le commerce international et les transferts scientifiques et techniques. S'agissant des seconds, il a estimé que l'objectif général était l'amélioration de la qualité de la vie, ce qui impliquait l'éradication de la pauvreté.

22. Enfin, il a suggéré la création de mécanismes internationaux d'évaluation, dont il faudrait définir clairement le champ d'action et la périodicité; à cet égard, il a proposé des cycles de cinq ans.

23. Le représentant de l'Uruguay a signalé qu'il fallait veiller, en définissant la position de la région à l'égard de la nouvelle Stratégie internationale, à ne pas retomber dans les erreurs et les contraintes du passé, et tirer le meilleur parti possible de la nouvelle conjoncture internationale. Il a souligné en particulier qu'il importait de limiter le nombre des sujets abordés et de leur conférer un caractère réaliste et souple. Il a également insisté sur la nécessité d'envisager le thème de la pauvreté dans une optique dynamique.

24. Il a indiqué qu'il était nécessaire de mentionner la question du commerce et du rôle central que devait jouer la libéralisation dans le futur développement, et notamment d'aller plus loin que les résultats obtenus à cet égard lors des Négociations d'Uruguay. Enfin, il a déclaré que les objectifs thématiques de la Stratégie pour la région devraient inclure les moyens de surmonter le problème du service de la dette, de libéraliser le commerce et

d'analyser les effets des progrès scientifiques et techniques sur les structures productives traditionnelles.

25. Le représentant du Brésil a commencé son exposé en commentant certains aspects du document présenté par le Secrétariat sur l'évolution économique récente de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il a déclaré que la chute de revenu par habitant au niveau de celui de 1978 constituait le trait le plus marquant du comportement de l'économie dans la région en 1988 et l'a expliquée par les transferts négatifs de ressources vers l'extérieur qui avaient atteint le chiffre astronomique de près de 29 milliards de dollars, ce qui équivalait approximativement à quatre points du produit brut. Il a indiqué en outre que les chiffres risquaient d'être encore supérieurs en 1989, étant donné l'augmentation continue des taux d'intérêt. Le transfert négatif de près d'un tiers du montant total de l'épargne expliquait, en grande partie, la croissance quasiment nulle dans la région, l'aggravation des inégalités dans la répartition des ressources et la faiblesse de la formation de capital. De plus, l'excédent commercial ne permettrait plus de financer une augmentation des importations, puisqu'il était absorbé en majeure partie par les versements à l'extérieur correspondant au service de la dette. On aboutissait ainsi à une situation qui pouvait se résumer comme suit: moins d'investissements, moins d'importations et, partant, une croissance nulle ou même négative.

26. Il a ensuite fait quelques observations destinées à envisager sous un jour nouveau la question de la Stratégie internationale du développement. L'objectif fondamental, à savoir la relance du développement, ne devait pas être présenté comme étant de combler le fossé entre pays en développement et pays développés mais comme la réalisation des buts que les pays de la région s'étaient fixés pour l'amélioration du niveau de vie de leurs populations. En deuxième lieu, les politiques et les moyens disponibles devaient correspondre aux objectifs susmentionnés si l'on voulait que ceux-ci puissent être atteints. En troisième lieu, la nouvelle Stratégie devait envisager une meilleure symétrie entre les responsabilités de tous les pays en ce qui concerne les perturbations pouvant survenir dans le commerce international ou dans les finances internationales, ou un mécanisme de décision dans le cadre duquel la participation ne serait pas limitée à quelques-uns. Enfin, en ce qui concerne la dette, qu'il a qualifiée de préoccupation essentielle de la nouvelle Stratégie internationale du développement, il importait de tenir compte des besoins des débiteurs et non pas seulement des créanciers.

27. Il a terminé son intervention en déclarant que les informations présentées par le Secrétariat au sujet de la situation économique dans la région amenaient inévitablement à conclure que les pays devaient conserver au moins leur épargne interne et qu'un moyen d'y parvenir serait de réduire les taux d'intérêt.

28. Le représentant du Chili a souligné que la majorité des pays d'Amérique latine n'avaient pas encore surmonté la crise économique et financière dont souffrait la région depuis 1982 et continuaient de connaître un climat de récession qui suscitait une profonde préoccupation. Il a déclaré que les importants flux financiers négatifs continuaient de drainer l'épargne de la région, réduisant à néant sa capacité d'investissement et empêchant ainsi son développement. Il a ajouté que les efforts déployés dans le domaine

commercial par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes n'avaient pas suscité une réponse encourageante. Le problème de la dette était toujours aussi grave.

29. Se référant à la situation économique du Chili, il a déclaré que son pays avait été touché par la grave crise des années 1982-1984, et que selon la CEPALC, c'était le pays de la région qui avait connu la détérioration la plus marquée des termes de l'échange. Il a souligné que, selon les informations fournies par la CEPALC, le Chili avait su surmonter la crise puisqu'il était parvenu à s'acquitter de ses obligations financières tout en connaissant une croissance continue et puisque tous les indicateurs macro-économiques accusaient une tendance favorable. Il a rappelé que, lorsque la crise était survenue, un processus de réforme des structures de l'économie chilienne avait été engagé en vue d'ouvrir l'économie à l'extérieur. Pour ce qui est de la dette, le Chili avait adopté une attitude conciliante de négociation concertée avec les institutions de Bretton Woods et les banques commerciales et était parvenu à s'acquitter de ses engagements internationaux et à diminuer la dette grâce principalement aux mesures de capitalisation ou de conversion de la dette. Pour ce qui est du Plan Brady, il fallait attendre d'en connaître les détails avant d'émettre un jugement définitif à son sujet.

30. S'agissant de la nouvelle Stratégie internationale du développement, il a admis qu'on y accordait de moins en moins foi. Néanmoins, il a déclaré que la relance de l'action multilatérale devait contribuer à créer un meilleur climat pour la nouvelle Stratégie et qu'il était essentiel d'éviter les défauts de la Stratégie antérieure qui manquait de réalisme, était par trop ambitieuse et excessivement vague. L'objectif principal devait être le développement des pays en développement et, outre les deux objectifs mentionnés dans le document, il faudrait aussi envisager le commerce international et la dette.

31. Le représentant de la Bolivie s'est déclaré d'accord avec le Secrétariat en ce qui concerne le caractère global et les objectifs de la nouvelle Stratégie internationale du développement. S'agissant de la dette extérieure, il a souligné lui aussi la nécessité de régler ce problème dans la région et d'examiner les effets de l'endettement bilatéral et multilatéral. Il a mentionné en particulier la nécessité de renforcer les solutions du problème de la dette extérieure propres à l'Amérique latine et aux Caraïbes. A l'instar d'autres délégations, il a souligné les conditions défavorables que présentait le commerce international. Il a insisté en particulier sur le fait qu'au sein même de la région s'étaient instaurées des relations commerciales asymétriques qui risquaient de devenir un grave problème si l'on ne prenait pas les mesures voulues. Il a en outre déclaré que le secteur dit informel qui avait fait son apparition dans les économies de la région risquait de glisser vers l'illégalité. Il importait de prendre en considération ces restrictions supplémentaires pour préserver les institutions démocratiques.

32. Enfin, après avoir mentionné la nécessité de revenir aux approches à moyen et à long terme, il a signalé qu'il était nécessaire que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale tiennent compte des objectifs de la nouvelle Stratégie internationale du développement et adaptent leur

action en conséquence de façon à ne pas compromettre la réalisation des buts de la nouvelle Stratégie.

33. Le représentant de la Colombie a mentionné dans son intervention quelques éléments qui devraient nécessairement différencier la nouvelle Stratégie des stratégies antérieures. Il a déclaré que le monde connaissait actuellement des bouleversements considérables, parmi lesquels il a signalé en particulier les changements en ce qui concerne les rôles respectifs de l'Etat et du secteur privé; la consolidation des marchés mondiaux qui affaiblissaient les effets de l'action des gouvernements sur leur propre économie; et les conditions instables et changeantes de l'économie internationale qui faisaient qu'il était plus difficile de fixer des objectifs quantitatifs. Il a déclaré en outre que l'élaboration de la nouvelle Stratégie devait fournir une bonne occasion de se pencher à nouveau sur les objectifs à moyen et à long terme du développement que l'on avait eu tendance à perdre de vue ces dernières années en raison des problèmes immédiats suscités par le processus d'ajustement dus à la récente crise des années 80.

34. L'éradication de la misère —facteur de perturbation sociale et politique qui menaçait la paix et la stabilité des pays en développement— revêtait une importance particulière pour l'Amérique latine. L'expérience de l'après-guerre prouvait que "l'effet d'entraînement", même en cas d'expansion rapide et soutenue de l'activité économique, ne suffisait pas pour que les couches pauvres de la population tirent profit de la croissance dans les mêmes proportions que les autres. Les efforts nationaux isolés ne pouvaient à eux seuls faire disparaître la pauvreté puisque du fait de l'interdépendance croissante les objectifs locaux dépendaient aussi de facteurs internationaux.

35. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a dit que la deuxième Stratégie internationale du développement n'avait pas rempli les fonctions qui lui avaient été assignées, que ses buts et objectifs n'avaient pas été atteints, et qu'en fait, les années 80 s'étaient orientées dans un sens opposé à celui qui était proposé. L'expérience acquise dans l'application de la deuxième Stratégie devrait permettre de tirer des leçons utiles.

36. Il importait que l'élaboration d'une nouvelle stratégie soit entreprise au sein de l'Organisation des Nations Unies comme une tâche multilatérale à laquelle devaient participer les pays développés et les pays en développement et que soient fixés des objectifs précis et des calendriers tout aussi précis pour leur réalisation. Ceux-ci pourraient servir à mesurer les progrès et à déterminer s'il convenait d'adopter des mesures correctives. Il fallait un mécanisme institutionnel qui permette une évaluation constante de la Stratégie et auquel participeraient l'Organisation des Nations Unies et ses principaux organes.

37. La nouvelle Stratégie devrait également être sélective et non pas globale. Le mieux serait de sélectionner un petit nombre de questions revêtant une importance stratégique fondamentale, parmi lesquelles l'agriculture, la production alimentaire, la dette extérieure, le commerce et le financement du développement.

38. Le représentant de Cuba a souligné l'incertitude actuelle concernant l'évolution future de l'économie internationale et la nécessité pour la nouvelle Stratégie internationale du développement de prévoir des engagements concrets, viables et quantifiables qui puissent faire l'objet d'une évaluation périodique et qui soient capables de garantir la stabilité mondiale indispensable pour surmonter la crise.

39. Il a ensuite rappelé le consensus existant au sujet de la nécessité d'inverser les transferts de ressources financières en faveur des pays en développement. Il est apparu une fois de plus en 1988 qu'il était impossible de rembourser la dette et que les mesures adoptées étaient inefficaces. En ce sens, le Plan Brady n'apportait pas de solution aux problèmes, car il ne s'attaquait pas aux causes profondes, et il ne ferait que prolonger la situation dramatique antérieure.

40. Enfin, il a déclaré appuyer les propositions du Secrétariat de la CEPALC en ce qui concerne le transfert réel de ressources vers la région, l'élimination de la pauvreté et la création d'un fonds pour le développement qui pourrait être alimenté à l'aide des ressources que libérerait le processus de détente —éléments qui, du reste, figuraient déjà dans le nouvel ordre économique international, et que la nouvelle Stratégie internationale du développement devrait rétablir.

41. Le représentant du Mexique a déclaré que, malgré les différences de degré entre les pays, certains aspects étaient communs à tous: l'énorme transfert de ressources vers l'extérieur et le déclin de la croissance économique et du niveau de vie. Après huit années de crise et d'efforts énormes pour la surmonter, la persistance de ces conditions prouvait que les formes d'insertion de la région dans l'économie et dans le système financier et commercial internationaux faisaient obstacle au développement et à la croissance soutenue de la région. Les facteurs qui reflétaient cette situation et en étaient responsables étaient essentiellement les taux d'intérêt et les flux financiers, d'une part, et les échanges commerciaux et les transferts scientifiques et techniques, de l'autre. La région se trouvait dans une situation très désavantageuse en ce qui concerne ces facteurs.

42. Dans cette conjoncture internationale, la reprise de la croissance, le développement du commerce et un meilleur accès aux marchés des pays en développement pourraient être des éléments clefs pour l'ensemble de l'économie internationale. La transformation de l'économie internationale et du système financier et commercial mondial grâce à l'ouverture d'espaces pour une participation active des pays en développement représenterait un progrès concret sur la voie de l'amélioration des relations internationales et d'une économie mondiale plus stable et plus équitable.

43. Sa délégation souscrivait à bon nombre des points de vue exposés par le Secrétariat dans le document sur l'élaboration d'une nouvelle Stratégie internationale du développement. Dans cette stratégie, les objectifs devraient être de caractère qualitatif et les buts devraient être plus concrets et, dans la mesure du possible, quantifiables; chaque objectif devrait être accompagné de ses buts et des mesures nécessaires pour y parvenir. A cet égard, il faudrait définir clairement les responsabilités et les engagements des composants de la communauté internationale. Il a en outre

insisté sur le fait qu'il fallait maintenir une certaine souplesse en ce qui concerne l'ampleur des mesures que devrait prévoir la Stratégie, mais a souligné que dans la mesure du possible, les objectifs devraient être maintenus pour l'ensemble de la Décennie, puisqu'ils représentaient ce qui devait être atteint et sans quoi l'opération perdrait tout son sens.

44. Parmi les thèmes prioritaires de la Stratégie, il a mentionné la solution du problème de la dette extérieure et l'inversion du transfert net de ressources vers l'extérieur; un meilleur accès aux marchés internationaux et l'amélioration des termes de l'échange, et la mise au point et le transfert de techniques avancées et appropriées pour les installations productives des pays de la région.

45. Le représentant de l'Argentine et ministre de la planification de ce pays, a déclaré que, d'une manière générale, il était d'accord avec les autres délégations et qu'il essaierait de considérer la question sous un angle nouveau, en évitant de retomber dans la routine habituelle qui consiste à formuler les mêmes diagnostics et évaluations. On parle toujours des termes de l'échange, du taux d'intérêt réel, de la croissance du transfert négatif des ressources, etc., sans pour autant entrevoir de solutions. A son avis, le fait de perfectionner les mécanismes d'évaluation ne servait qu'à confirmer ce qui était évident.

46. En ce qui concerne la nouvelle Stratégie, le représentant de l'Argentine a rappelé qu'à la fin de la seconde guerre mondiale, un système de relations économiques internationales a été établi, dont la structure a été maintenue alors que la situation qui existait à l'origine s'est profondément modifiée. Les règles du jeu en vigueur ne correspondent plus à un ordre économique et social équitable et ne permettent donc pas de réduire l'écart qui sépare le monde développé du monde en développement.

47. Par conséquent, pour pouvoir déterminer les éléments de base de la nouvelle Stratégie internationale du développement, il faut évaluer la situation actuelle de façon à pouvoir la modifier et la rendre conforme aux objectifs de la Stratégie.

48. Une telle analyse doit porter sur les questions suivantes: le système monétaire international; le système financier international, y compris les flux de ressources et les diverses solutions possible du problème de la dette extérieure des pays en développement; le système des échanges internationaux, qui fait l'objet de la nouvelle série de négociations d'Uruguay placées sous les auspices du GATT; et le système de coopération internationale, qui doit être mis au service de la Stratégie et fonctionner d'une manière cohérente et coordonnée.

49. Le représentant de la Jamaïque a déclaré que la troisième Décennie du développement touchait à sa fin et que bien des objectifs n'avaient pas encore été atteints. Etant donné l'interdépendance de l'économie mondiale et le fait que la stabilité de cette économie était compromise par les difficultés auxquelles se heurtaient de nombreux pays, il fallait créer un cadre de référence qui fasse de la croissance économique et sociale un élément central. Ce cadre devrait être adéquat, pratique, viable et généralement applicable.

50. La compétence et la capacité d'adaptation des êtres humains constituaient des éléments fondamentaux du développement socio-économique. Le manque de formation dans les pays en développement était un obstacle au progrès de ces derniers. Autre élément à mettre en rapport avec ce qui précède: la pauvreté extrême que les politiques d'ajustement, en faisant passer au second plan les aspects sociaux, avaient encore aggravée. L'élimination de cette pauvreté extrême n'était possible que grâce au développement économique et social et à l'expansion des économies nationales. Etant donné que la croissance et le développement des pays étaient liés à des facteurs d'origine externe et interne, la Stratégie internationale du développement devait refléter l'interaction entre les efforts déployés par les pays eux-mêmes en faveur de la croissance et du développement et les initiatives prises à l'échelon international en vue d'améliorer la situation économique mondiale.

51. Il fallait adopter une approche intégrée des politiques nationales de développement, qui consistait à assigner la priorité au développement simultané des secteurs économique et social. La communauté internationale devrait faire sienne et appuyer une telle approche. La stabilité de l'économie mondiale, stabilité qui devait être caractérisée par l'accès des pays aux marchés et par l'amélioration des termes de l'échange, devrait occuper un rang de priorité dans la Stratégie. Il fallait également résoudre le problème du transfert net des ressources et s'attaquer au problème de la réduction des flux de ressources ainsi qu'à celui du poids de la dette sous laquelle ployaient les pays qui devaient des sommes énormes aux institutions financières internationales. Enfin, la question de l'environnement, autre élément important de la Stratégie internationale du développement, ne pouvait pas ne pas être prise en considération lorsqu'on examinait le problème du développement.

52. Le représentant du Guyana a dit que le débat sur la nouvelle Stratégie se déroulait dans un contexte mondial caractérisé par une évolution économique inéquitable, les pays développés enregistrant une croissance positive alors que celle des pays en développement était négative. Certes, il y avait des différences marquées entre les pays en développement mais les problèmes liés au commerce et à la dette les affectaient tous à des degrés divers. Bien qu'elle fût peu élevée et d'une nature différente de celle des autres pays, la dette du Guyana pesait néanmoins lourdement sur l'économie nationale. Les pays qui, comme le Guyana, étaient tributaires des produits de base, avaient constaté une chute des cours de ces produits, une baisse de la demande par suite de changements dus aux progrès de la science et de la technique et un renforcement continu des barrières tarifaires qui empêchaient ces produits d'accéder aux marchés des pays développés. Enfin, la Stratégie devait indiquer clairement la relation intrinsèque qui existait entre les objectifs sociaux et les objectifs économiques afin que les pays en développement puissent maintenir une progression satisfaisante dans ces deux domaines. Il fallait centrer les efforts sur l'ensemble de ces problèmes, compte tenu des répercussions que pourrait avoir sur eux toute mesure que prendraient, dès maintenant ou à l'avenir, les pays de la région afin de promouvoir leur propre croissance.

53. Le représentant de l'Equateur a déclaré dans son intervention qu'il faisait siens les principaux points évoqués par le Secrétariat dans ses

déclarations liminaires sur la situation économique actuelle de la région et les objectifs de la nouvelle Stratégie. Il a rappelé la nécessité de fixer à nouveau un horizon à moyen terme et de souligner le rôle du multilatéralisme. De l'avis du représentant de l'Equateur, il y avait contradiction entre la nécessité de relancer l'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et le service d'une dette extérieure qui était un problème d'ordre non seulement financier mais également politique, lié aux relations Nord-Sud. A son avis, la responsabilité d'apporter des solutions à ce problème incombait à la fois aux débiteurs et aux créanciers. A cause du problème de la dette, bien des tâches avaient été remises à plus tard, moyennant quoi il existait actuellement une dette sociale qui était devenue prioritaire.

54. Le représentant de l'Equateur a fourni ensuite un grand nombre de données sur la situation économique dans laquelle se trouverait l'Equateur au cours des quatre prochaines années s'il remboursait la totalité de sa dette. Une telle politique aurait des effets particulièrement néfastes sur le taux de croissance, qui serait nettement négatif, ainsi que sur le chômage avec les conséquences imprévisibles que cela entraînerait sur les plans social et politique. Le représentant de l'Equateur a indiqué cependant que son pays honorait ses engagements en matière de remboursement de sa dette extérieure mais qu'il subordonnait ses obligations dans ce domaine au développement du pays.

55. Le représentant a signalé la nécessité de formuler un objectif central qui serve d'orientation à la Stratégie et qui permette d'harmoniser les objectifs sectoriels et de définir les engagements que devront prendre les pays développés pour appuyer la relance économique de la région.

56. Après ces interventions de caractère général, les pays membres du CEGAN ont exprimé leurs opinions sur un ensemble de questions spécifiques évoquées dans le document du Secrétariat relatif à la préparation de la nouvelle Stratégie internationale du développement. Il a été demandé au Secrétariat d'élaborer, sur la base de ces interventions et des commentaires relatifs aux questions spécifiques, un document qui serait soumis à l'examen du Comité à sa prochaine session.

57. Le Secrétariat a présenté ensuite une synthèse préliminaire de certains thèmes centraux du débat. De l'avis du Secrétariat, les gouvernements avaient dégagé, en premier lieu, le caractère que devrait revêtir le document qu'il faudrait établir au stade préliminaire de la formulation de la Stratégie. Ce document devrait refléter avant tout la position des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Néanmoins, certaines délégations ont proposé de prendre en considération et d'inclure dans ce document les points de vue des autres régions en développement, dans la mesure où les priorités de la région ne se trouveraient pas pour autant remises en question. Il y avait unanimité sur le fait que la Stratégie devait être centrée sur les moyens de promouvoir le progrès des pays en développement. De nombreuses délégations ont exprimé l'avis que le fait d'évoquer l'interdépendance économique croissante des pays permettrait de prendre en compte de façon adéquate les intérêts des pays développés. D'autres délégations ont estimé qu'il fallait s'efforcer de spécifier davantage les engagements qui incomberont aux pays développés afin que ceux-ci aient une vision claire des incidences que les décisions adoptées auront sur leurs intérêts. Il a également été demandé au Secrétariat

d'accorder une attention particulière à l'emploi de concepts tels que la "communauté internationale" qui peuvent donner lieu à confusion dans la mesure où ils peuvent laisser supposer une concordance ou une divergence d'intérêts.

58. De même, pendant cette partie du débat, il a été demandé au Secrétariat d'indiquer clairement ce qu'il fallait entendre par des expressions telles que l'adaptation des objectifs aux ressources disponibles et à la capacité opérationnelle du système. A cet égard, une mise en garde a été élevée contre l'emploi du mot "réalisme", dans la mesure où celui-ci implique une adaptation envers et contre tout aux circonstances et à l'évolution actuelles, alors qu'une stratégie implique précisément une volonté de choisir une orientation différente de celle qui a marqué les années 80 et d'éviter les effets potentiellement négatifs de la crise.

59. Bon nombre d'interventions ont porté sur la question des objectifs. Tout le monde est tombé d'accord sur la nécessité d'une sélection. Toutefois, divers objectifs ont été mentionnés en plus de ceux qui figurent, à titre d'illustration, dans le document du Secrétariat. Ainsi, de nombreuses délégations se sont référées à la nécessité du transfert des connaissances scientifiques et techniques, à la mise en valeur des ressources humaines, à la solution du problème de la dette extérieure et à la création de conditions nouvelles en matière d'échanges internationaux. Pour maintenir le principe de la sélection tout en incorporant d'autres objectifs, il a été proposé de choisir un objectif qui puisse être considéré comme le symbole même de la Stratégie. On a mentionné, à titre d'exemple, l'inversement du transfert négatif des ressources. D'autre part, l'importance du concept de développement intégral qui permet de prendre en compte d'une façon adéquate les aspects à la fois économiques et sociaux a également été soulignée.

60. A propos des objectifs, il a également été demandé au Secrétariat de préciser certaines notions, en particulier la réduction des disparités entre pays développés et en développement, afin que cette réduction ne soit pas interprétée comme un désir de reproduire purement et simplement la situation actuelle des pays développés. De nombreuses délégations ont suggéré que l'on parle de reprise ou de relance du développement.

61. Toutes les délégations sont tombées d'accord sur la nécessité de définir plus clairement les engagements des pays et d'attribuer une grande importance au processus d'évaluation. Il s'agirait par là d'établir un mécanisme capable de prendre en compte les effets d'événements imprévus qui risqueraient d'ôter sa raison d'être à la Stratégie.

62. De nombreuses délégations ont insisté sur les liens qui devraient exister entre la Stratégie et l'action des organismes des Nations Unies. De l'avis de certains, le rôle de la Stratégie devait être d'orienter et de coordonner cette action. Néanmoins, le Secrétariat a mis l'accent sur la nécessité d'établir une distinction entre la coordination portant sur le fond et la coordination formelle.

63. Le débat a également porté sur l'étendue et l'ampleur du premier document à établir. De l'avis d'un grand nombre, il fallait, à ce stade, se

mettre d'accord sur les thèmes centraux et remettre à des phases ultérieures les questions quantitatives et la spécification des politiques.

64. Enfin, la question de la diversité entre les régions et à l'intérieur d'une même région a fait l'objet d'un débat. De nombreuses délégations ont fait remarquer qu'il existait des problèmes fondamentaux qui transcendaient cette diversité. Par ailleurs, d'autres délégations ont mis l'accent sur les différentes formes sous lesquelles se présentaient des problèmes communs comme celui de la dette extérieure.

65. Le Secrétariat a signalé que cette synthèse revêtait un caractère préliminaire et qu'un examen attentif des interventions permettrait d'y incorporer d'autres sujets. Il s'est engagé à établir une nouvelle version du document, qui rendrait dans la mesure du possible toute l'ampleur du débat.

66. Enfin, les délégations participantes ont estimé que la question de la teneur et de la portée d'une nouvelle Stratégie était complexe et dépendait d'accords qui étaient en train de se forger dans les instances mondiales de l'Organisation des Nations Unies. La session du CEGAN offrait une première occasion de réunir les différents points de vue au niveau de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais il était indispensable de progresser par petites étapes sur les questions centrales qui étaient restées en suspens et à propos desquelles il était nécessaire de comparer les diverses interventions pour dégager la position à l'échelon régional. C'était ainsi que, sur proposition du Président, les délégations s'étaient entendues pour se réunir à nouveau à une prochaine occasion afin d'arriver à cette position commune. Le Secrétariat a indiqué qu'il serait en mesure d'organiser une autre session du Comité d'experts dans le courant de 1989. Il a ajouté que même si cette session n'était pas prévue dans le calendrier des réunions adopté par la CEPALC, elle n'aurait pas d'incidences financières sur le budget ordinaire de la Commission, celle-ci pouvant réaménager en conséquence les ressources prévues dans ce budget.

67. Pour terminer, le Président s'est félicité de la haute qualité des débats et a remercié le Secrétariat du résumé des débats qu'il avait établi. Il a noté que les mots "souplesse", "réalisme" et "sélectivité" avaient été souvent utilisés par les participants qui avaient pris la parole. Il a exprimé l'avis que la souplesse et le réalisme devaient s'appliquer à des étapes et à des parties différentes de la Stratégie. Les objectifs de cette dernière devaient quant à eux être fermement établis. Il serait difficile aux pays en développement d'accepter un compromis au sujet de l'objectif premier de la Stratégie, à savoir la relance du développement dans son ensemble. Toutefois, on pouvait faire preuve de souplesse quant aux moyens à utiliser pour atteindre les objectifs. Pour ce qui était du réalisme, il fallait en faire preuve dans l'évaluation de la situation mondiale actuelle. Le Président a souligné que la dette extérieure était un problème majeur, mais pas le seul que connaissait la région. Il s'agissait de savoir quel degré d'influence les pays en développement seraient en mesure d'exercer dans cette situation changeante. Le Président a ajouté que, précédemment, on avait opéré dans un cadre où il était possible de prédire jusqu'à un certain point, au moins les règles régissant les rapports entre les forces du marché. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) avait à l'époque mis au point --et les stratégies précédentes prévoyaient--

des moyens permettant d'octroyer aux pays en développement un traitement plus favorable dans le cadre de ces règles. Toutefois, la situation mondiale avait changé. Un tel cadre n'existait plus et maintenant le traitement accordé aux pays en développement était devenu pire que celui qui était accordé aux autres. On pouvait effectivement parler de discrimination à l'encontre des premiers. D'où l'importance qu'il y avait à évaluer de manière réaliste la situation actuelle. A propos d'un des problèmes actuels, celui du commerce international, le Président a appelé l'attention sur le fait que les récentes propositions des pays développés étaient contraires aux objectifs fixés pour les pays en développement dans les stratégies précédentes. Ces propositions, en particulier dans les nouveaux domaines concernant les services, la propriété intellectuelle et les investissements, si elles étaient acceptées, affaibliraient sérieusement la capacité des pays en développement de soutenir la concurrence. Le Président a ensuite mentionné les changements récents intervenus dans l'économie mondiale, qui comprenaient une intégration croissante des pays à économie planifiée, en particulier l'Union soviétique et la République populaire de Chine. Ces changements n'étaient pas directement liés aux problèmes Nord-Sud, mais ils pouvaient entraîner les pays en développement sur la voie d'une marginalisation plus marquée. Le Président a ajouté qu'il fallait se garder d'utiliser la terminologie et les outils analytiques du passé, qui étaient encore employés bien que la situation ait changé.

68. Après avoir achevé le débat sur les points 3 et 4 de l'ordre du jour, le Comité d'experts est passé à l'examen du point 5 relatif aux questions diverses. La délégation du Pérou a présenté un projet de résolution intitulé "Dommages causés par le cyclone Joan". La résolution correspondante, dont le texte est reproduit à la section C du présent rapport, a été adoptée par consensus et sera présentée au Comité plénier.

C. RESOLUTIONS

DOMMAGES CAUSES PARA LE CYCLONE JOAN AU NICARAGUA

Le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau,

Rappelant la résolution 43/17 de l'Assemblée générale, en date du 28 octobre 1988, ainsi que les résolutions 43/202 et 43/204 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1988,

Tenant compte du fait qu'à la suite du cyclone Joan, le Gouvernement nicaraguayen a demandé à la CEPALC d'apporter son concours pour établir un rapport faisant le bilan des dommages occasionnés par ledit cyclone en octobre 1988 et fait le point des effets qu'il a eus sur le développement économique et social ainsi que des besoins du Nicaragua en matière de relèvement et de reconstruction,

Ayant examiné la teneur du rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), en date du 17 novembre 1988, sur les ravages causés par le cyclone Joan au Nicaragua,* /

1. Exprime au Secrétaire exécutif de la CEPALC sa satisfaction dudit rapport et sa profonde reconnaissance des efforts qu'il a déployés pour appuyer de manière appropriée les activités de relèvement et de reconstruction au Nicaragua;

2. Invite tous les Etats Membres, ainsi que les organes et organisations du système des Nations Unies, à contribuer de la meilleure façon possible à l'exécution des programmes de relèvement et de reconstruction proposés dans ledit rapport.

* / LC/G.1544 et Add.1.

